



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

Direction générale de l'alimentation Sous-direction de la santé et de la protection animales Bureau de la santé animale Adresse : 251, rue de Vaugirard 75 732 PARIS CEDEX 15 Dossier suivi par : Yann LOUGUET Tél. : 01-49-55-84-54 Réf. interne : SDSPA/BSA/YL/04-05-011	NOTE DE SERVICE DGAL/SDSPA/N2004-8158 Date: 09 juin 2004
--	---

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation,
de la pêche et des affaires rurales

à

Date de mise en application : Immédiate

Abroge et remplace :

📄 Nombre d'annexes : 0

Objet : Indemnisation des éleveurs de porcs en cas d'abattage sur ordre de l'administration

Bases juridiques :

- Code rural articles L.221-1 ; L.221-2 et L.223-8 ;
- Arrêté du 18 mars 1993 fixant diverses mesures financières relatives à la lutte contre la fièvre aphteuse ;
- Arrêté du 23 novembre 1994 fixant des mesures techniques et administratives relatives à la fièvre aphteuse ;
- Arrêté du 30 mars 2001 fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus et des denrées et produits détruits sur ordre de l'administration ;
- Arrêté du 17 mars 2004 modifiant l'arrêté du 30 mars 2001 fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus et des denrées et produits détruits sur ordre de l'administration.

Mots-clés : Abattage – Porcs – Indemnisation-Expert

Résumé :

La présente note de service définit les bases et les différentes étapes de l'expertise réalisée lors d'un abattage d'un élevage porcin sur ordre de l'administration.

Je vous saurais gré de tenir informés les experts des éléments, tels que définis par la présente note de service, qui doivent être pris en compte lors de l'expertise.

Vous me tiendrez, également, informée des difficultés rencontrées dans l'application de cette instruction.

La Directrice Générale Adjointe
C.V.O

Isabelle CHMITELIN

Destinataires	
Pour exécution :	Pour information :
<ul style="list-style-type: none">- Préfets- Directeurs départementaux des services vétérinaires	<ul style="list-style-type: none">- DRAF/DDAF- Inspecteurs généraux de la Santé Publique Vétérinaire- Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires- Directeurs des Ecoles nationales vétérinaires- Directeur de l'Ecole nationale des services vétérinaires- Directeur de l'INFOMA- Agence de la sélection porcine- FNGDS- FNCBV- INAPORC- FNP

La présente note de service définit une méthode de référence pour estimer l'indemnisation à verser lors d'un abattage sanitaire ordonné par l'administration. Elle a donc pour objectif de rendre l'expertise juste et équitable et propose pour cela un cadre de travail rigoureux que l'expert désigné appliquera au cas de figure particulier en s'appuyant sur les pièces justificatives requises.

La spécificité des différents types de production (naissances, naisseurs-engraisseurs...) est prise en compte afin de définir une méthode d'expertise collant le plus à la réalité économique de l'élevage concerné.

Dans tous les cas de figure, les trois points principaux considérés pour établir le montant de l'indemnisation sont les suivants :

- le manque à gagner lié à la période d'arrêt de production consécutive à l'abattage sanitaire ;
- les frais supplémentaires liés au renouvellement des reproducteurs (lorsqu'il a lieu) ;
- les frais de nettoyage-désinfection et d'abattage.

1. Principes généraux de l'indemnisation

1.1. Rôle de l'expert

L'annexe III de l'arrêté ministériel du 30 mars 2001 définit une méthode d'expertise générale. L'expert désigné est chargé de l'appliquer au sein de l'exploitation concernée par la mesure administrative. L'expertise doit prendre en compte les trois critères indiqués dans cette annexe :

- le manque à gagner provoqué par l'arrêt momentané de production résultant de l'abattage des animaux et du vide sanitaire imposé par l'administration (selon la réglementation en vigueur pour la maladie concernée). Sur cette période, il est représenté par une perte de marge brute (différence entre la valeur des produits finis et les frais alimentaires et vétérinaires) ;
- les coûts supplémentaires liés au repeuplement éventuel en reproducteurs. Ils incluent la valeur de remplacement des reproducteurs supplémentaires par rapport à une activité normale ainsi que les charges alimentaires et vétérinaires qui s'y rattachent.
- les frais de désinfection et d'abattage éventuels.

1.2. Déroulement de l'expertise

1.2.a. Protocole :

L'éleveur peut demander qu'une double expertise soit réalisée, lui permettant de faire un choix entre l'arrêt ou la poursuite de son activité :

- *Premier cas* : l'éleveur décide d'arrêter l'activité d'élevage concernée par la mesure administrative. L'expert estime alors la valeur marchande objective des animaux présents le jour de l'expertise.

- *Second cas* : l'éleveur reprend son activité après une période de vide sanitaire réglementaire. L'expert estime, dans ce cas, le manque à gagner lié à l'arrêt momentané de production.

1.2.b. Modalités de versement de l'indemnisation :

Le versement indemnisant, le cas échéant, le coût supplémentaire du renouvellement du cheptel reproducteur et les charges s'y rattachant ne peut avoir lieu qu'après réception des factures acquittées correspondantes. Le montant de référence pris en compte par l'administration pour le renouvellement des reproducteurs ne pourra pas être supérieur à celui des reproducteurs présents le jour de l'expertise.

Le versement de l'indemnisation liée au manque à gagner provoqué par l'arrêt de production se fonde sur l'expertise réalisée. Il peut être mis en œuvre dès la réalisation de l'abattage.

La participation aux frais de désinfection et éventuellement d'abattage n'est versée qu'après réception des factures acquittées.

1.2.c. Valorisation en boucherie :

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 mars 2001 [article 6 bis I], toute valorisation d'animaux suite à l'abattage sanitaire est déduite du montant total de l'indemnisation allouée à l'éleveur.

1.2.d. Valeurs de référence utilisées :

Dans la méthode d'indemnisation présentée ci-dessous, il est fait mention de valeurs moyennes. Ces valeurs sont représentées par la moyenne des résultats techniques de l'élevage sur les trois années précédant l'abattage (ou bien sur les six derniers mois pour un éleveur en activité depuis moins de trois ans). Les résultats des gestions techniques des troupeaux de truie (GTTT), des gestions technico-économiques (GTE) ou de comptabilité de l'élevage représentent les données de référence utilisées pour le calcul de ces moyennes. Les plus-values éventuelles peuvent être prises en considération si elles sont justifiées par des documents comptables ou de gestion. Toutes les pièces justificatives doivent être rassemblées dans le dossier d'expertise.

1.2.e. Types d'élevages :

La méthode d'indemnisation est développée pour le cas de naisseurs, naisseurs-engraisseurs, engraisseurs, sélectionneurs et multiplicateurs. Si l'indemnisation concerne un autre type de production, elle est estimée grâce à une méthode similaire à celle établie pour les cas cités ci-dessus.

De plus, si un même élevage pratique plusieurs types de productions (engraisseur et naisseur-engraisseur par exemple), chaque type de production est traité indépendamment et est considéré comme une entité propre.

Comme le précise l'article 6 bis II de l'arrêté du 30 mars 2001, les indemnités de l'Etat prévues pour compenser les pertes consécutives à l'élimination des animaux doivent être versées au propriétaire desdits animaux.

2. Cas des naisseurs-engraisseurs

2.1. Calcul de la période d'arrêt momentané de production suite à l'abattage (t)

Elle est définie par la somme des périodes a, b, c, d et e explicitées ci-dessous :

a- Le *vide sanitaire réglementaire (vs)* : il est défini selon la réglementation en vigueur pour chaque maladie considérée et précisé dans l'arrêté préfectoral portant déclaration d'infection.

b- La *quarantaine* : réalisée traditionnellement en début de bande, elle est de 8 semaines maximum. Cette période n'est pas comptabilisée si elle est mise en œuvre en dehors du foyer de la maladie. Dans ce cas, la prestation extérieure est prise en compte pour le calcul de l'indemnisation lors de la réception des factures correspondantes.

c- La *gestation* : elle est de 16 semaines.

d- L'*allaitement (sevrage)* : il est de 4 semaines.

e- L'*engraissement* (comprenant le *post sevrage*) : il est de 20 semaines.

L'ensemble des durées indiquées ci-dessus est considéré comme maximal. Toutefois, dans des cas exceptionnels dûment justifiés, une ou des période(s) peuvent être modifiées.

Au total, la période d'arrêt momentané de production suite à l'abattage (t) est :

$t = a + b + c + d + e$ dans le cas général ;

$t = a + c + d + e$ dans le cas où la quarantaine est mise en œuvre en dehors de l'exploitation objet du foyer.

2.2. Manque à gagner pendant la période d'arrêt de production (MB)

Ce manque à gagner est défini comme la perte de marge brute sur cette période appelée t. Sur une période donnée, la marge brute (MB) est la différence entre la valeur des produits finis (PV) et la somme des charges opérationnelles directement liés à ces produits (c'est-à-dire alimentaires et vétérinaires) (CO).

$$\text{MB} = \text{PV} - \text{CO}$$

2.2.a. Calcul de la valeur des produits finis (PV) :

La *valeur des produits finis* (PV) est composée du montant de la valeur théorique des porcs de *boucherie* produits (PB) et de celle des porcs reproducteurs *réformés* (PR) pendant la période t.

Ainsi, **PV= PB + PR.**

Pour le calcul de la *valeur des porcs de boucherie produits* (PB), sont pris en compte la moyenne annuelle de porcs produits par truie et le nombre de truies présentes le jour de l'expertise, le poids moyen de la carcasse en fin d'engraissement, le prix du kilogramme de viande le jour de l'expertise et la période t.

Pour la *valeur des reproducteurs réformés* (PR), la moyenne annuelle des reproducteurs réformés est rapportée à la période t et au cours du jour de l'expertise.

2.2.b. Calcul des charges opérationnelles (CO) :

Les *charges opérationnelles* sont constituées par le *coût de l'alimentation* des animaux (AL) et des *soins vétérinaires* (FV).

Ainsi, **CO = AL + FV.**

Le *coût de l'alimentation totale* (des reproducteurs et des porcs charcutiers) (AL) est estimé en rapportant à la période t, le produit de la consommation globale annuelle moyenne par truie, par le nombre de truies présentes et par le cours de l'aliment le jour de l'expertise.

Le calcul des *frais vétérinaires* (FV) est réalisé en se rapportant à la moyenne annuelle par truie et au nombre de truies présentes.

2.3.Estimation des charges supplémentaires liées au renouvellement des reproducteurs (CS)

2.3.a. Calcul des charges supplémentaires de remplacement des reproducteurs réformés

Du fait de l'abattage, l'éleveur pratique un renouvellement total des reproducteurs alors que le taux annuel de remplacement des truies est de 40% et celui des verrats de 60%. Ainsi, l'effort de renouvellement imposé par un abattage total est de 60% pour les truies (100% - 40%) et 40% pour les verrats (100% - 60%). Pour les éleveurs en activité depuis moins de trois ans, cet effort de renouvellement peut être revu à la hausse sur justificatifs.

Ainsi, les charges supplémentaires de remplacement des reproducteurs réformés sont représentées par la valeur à l'achat de 60% des truies et de 40% des verrats présents le jour de l'abattage. On tient compte des primes génétiques éventuelles et du cours du jour de l'expertise.

Les frais de transport pour l'acheminement de ces reproducteurs supplémentaires sont pris en charge dès réception des factures acquittées.

2.3.b. Calcul des charges opérationnelles (frais alimentaires et vétérinaires) rattachées à ce supplément de reproducteurs

Elles sont calculées, pour la période comprise entre l'arrivée des reproducteurs après le vide sanitaire réglementaire et le début de production (soit t –vs), sur 60% des truies et 40% des verrats présents le jour de l'expertise. La définition des charges opérationnelles reste celle du 2.2.b.

Sur la période considérée, le coût de l'alimentation des 60% de truies et 40% de verrats présents le jour de l'expertise est estimé en utilisant la consommation annuelle dans l'élevage des verrats et des truies. Il en est de même pour les frais vétérinaires.

2.4. Frais de désinfection des bâtiments et équipements d'élevage et frais d'abattage (DS)

L'indemnisation s'élève à 75% du coût de la désinfection effectuée par une entreprise agréée et sur factures pour les frais éventuels liés à l'abattage (transport et abattage).

Le total de l'indemnisation à verser (TO) lors d'une poursuite d'activité d'un élevage naisseur-engraisseur à la suite d'un abattage imposé par l'administration est évalué en application de la formule :

$$\boxed{TO = MB + CS + DS}$$

2.5. Cas où l'éleveur cesse son activité suite à l'abattage imposé par l'administration

Outre les frais de désinfection, le préjudice est calculé uniquement sur le stock présent. Le préjudice financier correspond au produit de vente théorique des porcs de boucherie qui auraient dû tous être menés en fin d'engraissement, auquel on retire les charges opérationnelles théoriques comprises entre l'abattage et la fin théorique d'engraissement.

2.5.a. Calcul de la valeur des produits théoriques de vente (PF) :

Pour les porcs charcutiers, le produit théorique de vente est calculé en multipliant le nombre total de porcs et de porcelets charcutiers présents par le poids moyen d'une carcasse en fin d'engraissement et le prix du kilogramme de viande le jour de l'expertise.

Pour les animaux reproducteurs, les valeurs des truies et des verrats sont estimées selon leur âge. En effet, l'expert estime chaque reproducteur à une valeur dégressive au « prorata temporis » entre le prix d'achat et le prix de réforme du jour de l'abattage. Les cochettes sont remboursées selon leur prix d'achat fourni sur facture.

2.6 b. Calcul des charges opérationnelles non engagées par l'éleveur (CF) :

L'élevage génère des charges opérationnelles par semaine et par porc charcutier lors d'un cycle normal de production. Seules les charges opérationnelles comprises entre le début d'engraissement de la plus ancienne bande et le jour de l'abattage ont réellement été engagées par l'éleveur.

Elles sont calculables grâce au nombre et à la moyenne d'âge de l'ensemble des porcs charcutiers présents (porcs et porcelets) le jour de l'expertise. En effet, l'âge moyen du troupeau donne le stade de production moyen du troupeau.

La différence entre le montant théorique des charges opérationnelles pour l'ensemble des porcs charcutiers présents jusqu'à la fin de l'engraissement de la dernière bande et le montant réel des charges opérationnelles engagées jusqu'au jour de l'abattage établit le montant des charges opérationnelles que l'éleveur n'aura pas à sa charge suite à l'abattage du troupeau.

2.6.c. Frais de désinfection des bâtiments et équipements d'élevage et d'abattage (DS) :

L'indemnisation s'élève à 75% du coût de la désinfection effectuée par une entreprise agréée et sur factures acquittées pour les frais éventuels d'abattage (transport et abattage).

Le total de l'indemnisation à verser lors d'une cessation d'activité d'un élevage naisseur-engraisseur (TO) est évalué selon la formule :

$$\boxed{TO = PF - CF + DS}$$

3. Cas des naisseurs

La méthode générale de calcul est la même que pour les naisseurs engraisseurs.

3.1. Calcul de la période d'arrêt momentané de la production suite à l'abattage (t)

Elle est définie par la somme des périodes a, b, c, d et e explicitées ci-dessous :

- a- Le *vide sanitaire réglementaire* (vs) : il est défini selon la réglementation en vigueur pour chaque maladie considérée et précisé par l'arrêté préfectoral portant déclaration d'infection.
- b- La *quarantaine* : de 8 semaines maximum. (même considération qu'au 2.1.b)
- c- La *gestation* : de 16 semaines.
- d- Le *sevrage* : de 4 semaines.
- e- Le *post sevrage*, s'il est réalisé dans l'élevage.

Au total, la période d'arrêt momentané de production suite à l'abattage t est :

$$t = a + b + c + d + e$$

t = a + b + c + e dans le cas où la quarantaine est réalisée en dehors de l'exploitation objet du foyer.

3.2. Manque à gagner pendant la période d'arrêt de production (MB)

Ce manque à gagner est défini comme la perte de marge brute sur cette période t. Sur une période donnée, la marge brute (MB) est la différence entre la valeur des produits finis (PV) et la somme des charges opérationnelles directement liées à ces produits (c'est-à-dire alimentaires et vétérinaires) (CO).

$$\text{MB} = \text{PV} - \text{CO}$$

3.2.a. Calcul de la valeur des produits finis (PV) :

La valeur des *produits finis* (PV) est composée de la *valeur des porcelets produits* (PL) et de celle des *porcs reproducteurs réformés* (PR).

Ainsi, **PV = PL + PR.**

Pour le calcul de la *valeur des porcelets produits* sont pris en compte : la moyenne annuelle des porcelets sevrés produits par truie, le nombre de truies présentes le jour de l'expertise, la période t et le prix du porcelet au jour de l'expertise.

Pour la *valeur des reproducteurs*, la moyenne annuelle des reproducteurs réformés est rapportée à la période t et au cours du jour de l'expertise.

3.2.b. Calcul des charges opérationnelles (CO) :

Les *charges opérationnelles* sont constituées par le *coût de l'alimentation des animaux* (AL) et des *soins vétérinaires* (FV).

Ainsi, **CO = AL + FV.**

Le *coût de l'alimentation totale* (des reproducteurs et des porcelets) est estimé en rapportant à la période t, le produit de la consommation globale annuelle moyenne par truie, par le nombre de truies présentes et par le cours de l'aliment le jour de l'expertise.

Le calcul des *frais vétérinaires* est réalisé en se rapportant à la moyenne annuelle par truie et au nombre de truies présentes.

3.3. Estimation des charges supplémentaires liées au renouvellement des reproducteurs (CS)

3.3.a. Calcul des charges supplémentaires de remplacement des reproducteurs réformés

Du fait de l'abattage, l'éleveur pratique un renouvellement total des reproducteurs alors que le taux annuel de remplacement des truies est de 40% et celui des verrats de 60%. Ainsi, l'effort de renouvellement imposé par un abattage total est de 60% pour les truies (100% - 40%) et 40% pour les verrats (100% - 60%). Pour les éleveurs en activité depuis moins de trois ans, cet effort de renouvellement peut être revu à la hausse sur justificatifs.

Ainsi, les charges supplémentaires de remplacement des reproducteurs réformés sont représentées par la valeur à l'achat de 60% des truies et de 40% des verrats présents le jour de l'abattage. On tient compte des primes génétiques éventuelles et du cours du jour de l'expertise.

Les frais de transport pour l'acheminement de ces reproducteurs supplémentaires sont pris en charge dès réception des factures acquittées.

3.3.b. Calcul des charges opérationnelles rattachées à ce supplément de reproducteurs

Elles sont calculées, pour la période comprise entre l'arrivée des reproducteurs après le vide sanitaire réglementaire et le début de production (soit t - vs), sur 60% des truies et 40% des verrats présents le jour de l'expertise. La définition des charges opérationnelles reste celle du 2.2.b.

Sur la période considérée, le coût de l'alimentation des 60% de truies et 40% de verrats présents le jour de l'expertise est estimée en utilisant la consommation annuelle dans l'élevage des verrats et des truies. Il en est de même pour les frais vétérinaires.

3.4. Frais de désinfection des bâtiments et équipements d'élevage et frais d'abattage (DS)

L'indemnisation s'élève à 75% du coût de la désinfection effectuée par une entreprise agréée et sur factures pour les frais d'abattage (transport et abattage).

Le total de l'indemnisation à verser (TO) lors d'une reprise d'activité d'un élevage naisseur suite à un abattage total imposé par l'administration est évaluée par la formule :

$$TO = MB + CS + DS$$

3.5. Cas où l'éleveur cesse son activité à la suite de l'abattage imposé par l'administration

Le préjudice est calculé sur le stock présent. Il est tenu compte des porcelets charcutiers et des reproducteurs.

Pour les porcelets, le prix d'un porcelet en fin de sevrage (ou post-sevrage) selon le cours du jour de l'expertise est appliqué à l'ensemble des porcelets présents (PL). Les charges opérationnelles entre le jour de l'abattage et la fin théorique du sevrage (ou post-sevrage) sont considérées comme négligeables.

Pour les animaux reproducteurs, les valeurs (PR) des truies et des verrats sont estimées selon leur âge. En effet, l'expert estime chaque reproducteur à une valeur dégressive au « prorata temporis » entre le prix d'achat et le prix de réforme du jour de l'abattage. Les cochettes sont remboursées selon leur prix d'achat fourni sur factures.

Les frais de désinfection des bâtiments et équipements d'élevage (DS) peuvent être pris en charge à la hauteur de 75% du coût de la désinfection effectuée par une entreprise agréée. Les frais éventuels d'abattage (transport et abattage) peuvent être pris en charge par l'administration après réception des factures acquittées.

Le total de l'indemnisation à verser lors d'une cessation d'activité d'un élevage naisseur (TO) est évalué selon la formule :

$$TO = PL + PR + DS$$

4. Cas des engraisseurs

Pour les engraisseurs purs, les exploitations fonctionnant en plusieurs bandes ou en bande unique sont considérées séparément.

4.1. Le cas d'élevages multibandes

4.11. Calcul de la période d'arrêt momentané de la production suite à l'abattage (t)

Elle est définie par la somme des périodes a, b, c, d et e explicitées ci-dessous :

a- Le *vide sanitaire réglementaire* (vs) : défini selon la réglementation en vigueur pour chaque maladie considérée.

b- Le *post-sevrage* : dans le cas où il est réalisé dans l'élevage. Sinon, cette période n'est pas à prendre en considération.

c- L'*engraissement* de 20 semaines si les porcelets arrivent juste sevrés ou 12 semaines s'ils sont post-sevrés.

Au total, $t = a + b + c$.

4.1.2. Manque à gagner pendant la période d'arrêt de production (MB)

Sur une période donnée, la marge brute (MB) est la différence entre la valeur des produits finis (PV) et la somme des charges opérationnelles directement liées à ces produits (c'est-à-dire alimentaires et vétérinaires) (CO).

$$\text{MB} = \text{PV} - \text{CO}$$

4.1.2.a. Calcul des produits finis (PV) qui auraient dus être vendus pendant la période d'arrêt de production (t) :

La *valeur des produits finis* (PV) est représentée par la valeur des porcs de boucherie théoriquement produits pendant la période t.

Pour son calcul, sont pris en compte la moyenne annuelle de porcs vendus, le poids moyen des carcasses de porcs en fin d'engraissement, le prix du kilogramme le jour de l'expertise et la période t.

4.1.2.b. Calcul des charges opérationnelles (CO) :

Les *charges opérationnelles* sont constituées par le *coût de l'alimentation* des animaux (AL) et des *soins vétérinaires* (FV) auxquels sont ajoutés les *frais d'achat des porcelets* sevrés ou post-sevrés (PS).

Le *coût total de l'alimentation* (des porcs charcutiers) (AL) est estimé en rapportant à la période t le produit de la consommation individuelle annuelle moyenne, par le cours de l'aliment et le nombre d'animaux le jour de l'expertise.

Les *frais vétérinaires* (FV) sont estimés selon la même méthode (variable temps et nombre d'animaux).

Les *frais d'achat des porcelets* (PS) sont calculés en rapportant à la période t le produit de la moyenne annuelle de porcelets achetés, par leur valeur unitaire d'achat le jour de l'expertise.

Ainsi, le total des charges opérationnelles est établi suivant la formule : $\text{CO} = \text{AL} + \text{FV} + \text{PS}$.

4.1.3. Frais de désinfection des bâtiments et équipements d'élevage et d'abattage (DS)

L'indemnisation s'élève à 75% du coût de la désinfection effectuée par une entreprise agréée et sur factures pour les frais éventuels liés à l'abattage (transport et abattage).

Le total de l'indemnisation à verser (TO) lors d'une poursuite d'activité d'un élevage engraisseur multibande à la suite d'un abattage imposé par l'administration est donc :

$$\text{TO} = \text{PV} - \text{CO} + \text{DS}$$

4.1.4. Cas où l'éleveur cesse son activité à la suite de l'abattage imposé par l'administration

Le préjudice est calculé sur le stock détruit.

Le préjudice financier correspond au produit de vente théorique des porcs de boucherie qui auraient dus tous être menés en fin d'engraissement, auquel on retire les charges opérationnelles théoriques comprises entre l'abattage et la fin théorique d'engraissement.

4.1.4.a. Calcul de la valeur des produits fictifs (PF)

Pour les porcs charcutiers, le produit fictif de vente est calculé en multipliant le nombre total des porcs et des porcelets charcutiers présents par le poids moyen de la carcasse en fin d'engraissement et le prix du kilogramme de viande le jour de l'expertise.

4.1.4.b. Calcul des charges opérationnelles non engagées par l'éleveur (CF)

L'élevage génère des charges opérationnelles par semaine et par porc charcutier lors d'un cycle normal de production. Seules les charges opérationnelles comprises entre le début d'engraissement de la plus ancienne bande et le jour de l'abattage ont réellement été engagées par l'éleveur.

Elles sont calculables grâce au nombre et à la moyenne d'âge de l'ensemble des porcs charcutiers présents (porcs et porcelets) le jour de l'expertise. En effet, l'âge moyen du troupeau donne le stade de production moyen de l'ensemble du troupeau.

La différence entre le montant théorique des charges opérationnelles pour l'ensemble des porcs charcutiers présents jusqu'à la fin de l'engraissement de la dernière bande et le montant réel des charges opérationnelles engagées jusqu'au jour de l'abattage établit le montant des charges opérationnelles que l'éleveur n'aura pas à sa charge en raison de l'abattage du troupeau.

4.1.4.c. Frais de désinfection des bâtiments et équipements d'élevage et frais d'abattage (DS)

L'indemnisation s'élève à 75% du coût de la désinfection effectuée par une entreprise agréée et sur présentation de factures acquittées pour les frais d'abattage.

Le total de l'indemnisation à verser (TO) lors d'une cessation d'activité d'un élevage engraisseur multibande (TO) est évalué selon la formule :

$$TO = PF - CF + DS$$

4.2. Le cas d'élevages en bande unique

Trois volets sont à envisager pour l'indemnisation : le préjudice sur le stock de porcs présents, la perte de marge brute sur la période de vide sanitaire et les frais de désinfection.

4.2.1. Calcul du préjudice sur le stock de porcs charcutiers présents (MB)

Il s'agit d'estimer la perte de marge brute (MB) liée à la destruction du stock de porcs charcutiers présents le jour de l'abattage. Ce montant correspond au produit de vente théorique (PF) auquel on soustrait les charges opérationnelles (CO).

Ainsi, **$MB = PF - CO$**

4.2.1.a. Calcul du produit de vente théorique (PF) :

Il est estimé en multipliant le nombre total de porcs charcutiers présents le jour de l'expertise, par le poids moyen des carcasses des porcs charcutiers vendus en fin de bande et le prix du kilogramme de viande selon le cours du jour de l'expertise.

4.2.1.b. Calcul des charges opérationnelles non engagées par l'éleveur (CO) :

Elles sont représentées par les charges opérationnelles (frais vétérinaires et alimentaires) de la période comprise entre l'abattage imposé et la fin théorique de l'engraissement de la bande. Il s'agit donc, de la différence entre les charges opérationnelles moyennes sur l'ensemble d'un cycle de production et celles réellement engagées par l'éleveur pour la bande en cours jusqu'au jour de l'abattage.

4.2.2. Calcul de la perte de marge brute liée au vide sanitaire imposé (VS)

Elle est calculée en tenant compte de la marge brute moyenne par an et par porc rapportée à la période de vide sanitaire réglementaire.

4.2.3. Frais de désinfection des bâtiments et équipements d'élevage et d'abattage (DS)

Ils peuvent être pris en charge à la hauteur de 75% du coût de la désinfection effectuée par une entreprise agréée et sur factures pour les frais éventuels liés à l'abattage (transport et abattage).

Le total d'indemnisation lors d'une poursuite d'activité d'un élevage engraisseur en bande unique à la suite d'un abattage imposé par l'administration (TO) est donc :

$$TO = MB + VS + DS$$

4.2.4. Cas où l'éleveur cesse son activité à la suite de l'abattage imposé par l'administration

Seuls le préjudice sur le stock présent le jour de l'abattage et les frais de désinfection sont pris en compte. (cf 4.2.1 ; 4.2.3)

Le total de l'indemnisation à verser (TO) lors d'une cessation d'activité d'un élevage engraisseur en bande unique suite à un abattage imposé par l'administration est évalué selon la formule :

$$TO = MB + DS$$

5. Cas des sélectionneurs- multiplicateurs

La méthode est la même que pour les naisseurs engraisseurs en production. Cependant, des spécificités doivent être prises en compte.

5.1. Calcul de la période d'arrêt momentané de la production à la suite de l'abattage (t)

Mêmes considérations que dans le 2.1 sauf que :

la période d'engraissement est plus courte puisqu'il se termine, en sélection, dès l'obtention d'un poids de 80 à 90 kilogrammes. Chaque élevage justifie auprès de l'expert sa période moyenne d'engraissement

Notons que, comme pour les autres types de production, seule la période de vide sanitaire réglementaire est prise en compte par l'administration. Tout délai supplémentaire de vide sanitaire non imposé n'est pas retenu pour l'indemnisation.

5.2. Manque à gagner pendant la période d'arrêt de production (MB)

Mêmes considérations que dans le 2.2a sauf que :

les produits finis sont composés des porcs en fin d'engraissement et des reproducteurs réformés. La valeur unitaire moyenne de chaque porc produit adaptée au cours du jour de l'expertise est à considérer et non le prix du kilogramme de viande.

5.3. Estimation des charges supplémentaires liées au renouvellement des reproducteurs (CS)

5.3.a. Calcul des charges supplémentaires de remplacement des reproducteurs réformés

Même méthode que dans le 2.3.a sauf que :

le taux de réforme annuel des truies en élevage de sélection est 60%, alors que chaque verrat ne reste, en moyenne, que 6 mois dans l'élevage. Ainsi, l'effort de renouvellement imposé par un abattage total est de 40% pour les truies ; il est nul pour les verrats. Pour les élevages de multiplication, le taux de réforme est également de 60% pour les truies.

5.3.b. Calcul des charges opérationnelles rattachées à ce supplément de reproducteurs

Elles sont calculées, pour la période comprise entre l'arrivée des reproducteurs après le vide sanitaire réglementaire et le début de production (soit $t - v_s$), sur 40% des truies.

Les charges opérationnelles sont constituées par le coût de l'alimentation des animaux (AL) et des soins vétérinaires (FV).

Ainsi, $CO = AL + FV$.

Sur la période considérée, le coût de l'alimentation des 40% de truies présentes le jour de l'expertise est estimé en utilisant la consommation annuelle dans l'élevage des et des truies. Il en est de même pour les frais vétérinaires.

5.4. Frais de désinfection des bâtiments et équipements d'élevage (DS)

L'indemnisation s'élève à 75% du coût de la désinfection effectuée par une entreprise agréée et sur factures pour les frais éventuels liés à l'abattage (transport et abattage).

5.5. Cas où l'éleveur cesse son activité suite à l'abattage imposé par l'administration imposé par l'administration

Outre les frais de désinfection, le préjudice est calculé uniquement sur le stock présent.

Le préjudice financier correspond au produit de vente théorique des porcs qui auraient dû tous être menés en fin d'engraissement, auquel on retire les charges opérationnelles théoriques comprises entre l'abattage et la fin théorique d'engraissement.

5.5.a. Calcul de la valeur des produits théoriques de vente (PF)

Pour les porcs charcutiers, le produit théorique de vente est calculé en multipliant le nombre total de porcs et de porcelets charcutiers présents par le prix d'un porc en fin d'engraissement. Ce prix est estimé selon le cours du jour de l'expertise.

Pour les animaux reproducteurs, les valeurs des truies et des verrats sont estimées selon leur âge. En effet, l'expert estime chaque reproducteur à une valeur dégressive au « prorata temporis » entre le prix d'achat et le prix de réforme du jour de l'abattage. Les cochettes sont remboursées selon leur prix d'achat fourni sur facture.

5.5.b. Calcul des charges opérationnelles non engagées par l'éleveur (CF)

L'élevage génère des charges opérationnelles par semaine et par porc lors d'un cycle normal de production. Seules les charges opérationnelles comprises entre le début d'engraissement de la plus ancienne bande et le jour de l'abattage ont réellement été engagées par l'éleveur. Elles sont calculables grâce au nombre et à la moyenne d'âge de l'ensemble des porcs présents (porcs et porcelets) le jour de l'expertise. En effet, l'âge moyen du troupeau donne le stade de production moyen du troupeau.

La différence entre le montant théorique des charges opérationnelles pour l'ensemble des porcs charcutiers présents jusqu'à la fin de l'engraissement de la dernière bande et le montant réel des charges opérationnelles engagées jusqu'au jour de l'abattage établit le montant des charges opérationnelles que l'éleveur n'aura pas à sa charge suite à l'abattage du troupeau.

5.5.c. Frais de désinfection des bâtiments et équipements d'élevage et d'abattage (DS)

L'indemnisation s'élève à 75% du coût de la désinfection effectuée par une entreprise agréée et sur factures acquittées pour les frais éventuels d'abattage (transport et abattage).

Le total de l'indemnisation à verser lors d'une cessation d'activité d'un élevage naisseur-engraisseur (TO) est évalué selon la formule :

$$TO = PF - CF + DS$$